

EUROPE

David Sassoli:
«Il faut doter
l'Union européenne
de compétences
nouvelles» >> PAGE 7

David Sassoli: « Il faut doter l'Union européenne de compétences nouvelles »

Le président du Parlement européen donne ce mercredi le coup d'envoi de la Conférence de l'avenir de l'Europe et plaide pour une véritable politique européenne de la santé.

PROPOS RECUEILLIS PAR

LÉONOR HUBAUT @LeonorHubaut

UE Dans une interview exclusive au *Figaro*, le président du Parlement européen, David Sassoli, explique les contours de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui sera lancée mercredi après une longue année de négociations.

LE FIGARO. – En quoi consiste la Conférence sur l'avenir de l'Europe?

David SASSOLI. – Au début de notre législature, nous nous sommes engagés à ouvrir une réflexion sur le fonctionnement de notre démocratie, à pointer les problèmes de fonctionnement de la maison commune européenne. Il s'agit de réfléchir à notre avenir avec les citoyens, Parlements nationaux, les associations, ONG, universitaires, afin de mettre en place des initiatives pour raviver les mécanismes démocratiques. L'Union doit être plus proche des citoyens. La démocratie n'est jamais acquise définitivement. Après le Covid-19, nous aurons besoin d'une démocratie qui fonctionne encore mieux.

Quel résultat tangible faut-il en attendre? Une modification des traités?

Il n'y a ni agenda, ni conclusions prédéfinies. Bien au contraire. Cela se décidera avec les citoyens. La modification des traités ne peut être un tabou. Tout doit être possible. La formulation de la déclaration permet de ne pas exclure cette possibilité. C'est une victoire pour nous.

Vous parlez de victoire, mais après une année de négociations, la portée de la Conférence a été édulcorée et le Parlement

n'a pas obtenu le rôle de chef d'orchestre souhaité...

Les négociations ont été particulièrement longues en raison de la pandémie, mais également, certes, des différentes positions des institutions européennes [Parlement européen, Commission européenne et Conseil de l'Union]. Il est vrai qu'il est toujours difficile d'aller de l'avant avec le principe d'unanimité (pour la prise de décision des États membres). Cette notion d'unanimité doit être dépassée.

L'Union européenne doit être plus proche des citoyens. (...) Après le Covid-19, nous aurons besoin d'une démocratie qui fonctionne encore mieux

Une véritable démocratie ne peut fonctionner avec un droit de veto. C'est là, par exemple, un des points qui sera à l'ordre du jour de la conférence. Nous comprenons ce souhait des autres institutions de participer à parts égales au processus. C'est pourquoi il y aura trois présidents pour superviser l'exercice, un pour chaque institution. Nous aurons également un comité exécutif composé de manière égalitaire entre les trois institutions. Et tous les groupes politiques du Parlement seront représentés. C'est important, car il s'agit de garantir la représentation des citoyens.

N'est-ce pas un peu chaotique?

Ce sont des dispositions très simples, qui ne sont pas bureaucratiques. Le comité exécutif pourra organiser la Conférence et tirer des conclusions avec facilité.

Diriez-vous que les États membres n'ont pas compris la nature

de l'exercice? Ou qu'ils ont pris peur à l'idée de céder davantage de pouvoirs à l'Union?

De nombreux gouvernements éprouvent des difficultés lorsqu'il s'agit de transfert de compétences vers l'Union européenne. Je comprends cette attitude, cette peur. Avec la pandémie, les 27 ont fait confiance à l'Union pour l'approvisionnement en vaccins, mais on ne peut pas se limiter à confier à l'Union européenne des missions ponctuelles. Il faut la doter de

compétences nouvelles. Pour aboutir à une véritable politique européenne de la santé, c'est cette réticence que nous devons vaincre. Et nous ne pouvons le faire qu'avec les

citoyens. L'urgence s'impose. Si l'UE ne parvient pas à sortir de cette pandémie avec une politique européenne en matière de santé publique, nous devons tout recommencer à zéro lors des prochaines crises.

Le premier événement public de la Conférence est prévu le 9 mai, jour de l'Europe, à Strasbourg.

C'est un symbole. Mais le Parlement ne s'y est pas réuni depuis le début de la pandémie. Le statut du siège est-il remis en question?

Le siège du Parlement est à Strasbourg. C'est inscrit dans les traités et l'histoire de l'UE le confirme. Nous n'avons pas été en mesure de nous y rendre en raison de la pandémie, mais j'ai bien l'intention d'y retourner dès que possible. Le siège de Strasbourg n'est pas du tout remis en question. Toute initiative voulant faire croire que l'on pourrait ne pas y revenir n'a pas le moindre fondement, ni le moindre sens.



Votre institution vient de vivre un gros tumulte avec le départ du Fidesz du premier ministre hongrois Viktor Orban, du PPE. Il y a également eu d'autres mouvements, comme celui d'élus de la Lega de Matteo Salvini vers les conservateurs (ECR). Comment l'analysez-vous? Cela faisait très longtemps que ce débat était en cours au sein du

David Sassoli, président du Parlement européen, hier, à Bruxelles.

THIERRY ROGÉ

Parti populaire européen. Il y avait une incompatibilité (avec Viktor Orban) et les conclusions ont été tirées. Je pense que ceci contribue à rappeler l'ancre européenne de la famille populaire. Au début de la législature, la majorité était européenne. Nous voyons qu'un certain nombre de forces tentent de s'opposer aux exigences de l'Europe. Certaines disaient que l'Union devait être détruite, effacée. Ceux-ci affirment aujourd'hui qu'elle peut être reformée. C'est au crédit de l'Europe. Cela signifie que nous avons bien travaillé, que nous avons tenu bon.

La semaine dernière a aussi connu un nouveau chapitre dans la saga Brexit. Vous avez décidé de ne pas fixer de date pour voter l'accord commercial entre l'UE et le Royaume-Uni. Est-ce une manière de faire pression sur Londres qui ne respecte pas totalement l'accord de divorce?

Aucune décision n'a été prise parce qu'il y a beaucoup de provocations de la part du Royaume-Uni autour de l'accord de retrait et le protocole sur l'Irlande du Nord. En plus, on voudrait plus de clarté sur le respect du rôle du Parlement européen pour superviser le respect des obligations du traité commercial. Ceci dit, nous espérons pouvoir poursuivre dans un esprit d'amitié et de collaboration avec le Royaume-Uni, mais nous serons extrêmement sévères. Il n'y a pas de retard pour le vote. Nous avons jusqu'à avril.

Le plan de relance européen est finalement sur la rampe de lancement, il faudra désormais décider comment le rembourser. Vous attendez-vous à une nouvelle bataille avec les États membres?

L'accord de juillet fixe des échéances, notamment sur la mise en place de nouvelles ressources propres, comme la taxe sur les transactions financières ou une taxe numérique. Tous les éléments nous laissent penser qu'elles seront respectées. Je n'aimerais pas que les États membres pensent que c'est une plaisanterie pour nous. ■

